

Une « banque nationale d'investissement » ?

Une proposition loin du pôle financier public et des fonds régionaux pour l'emploi et la formation

Denis Durand

Le PS propose la création d'une « Banque nationale d'investissement » ; c'est l'une des propositions les plus commentées de son programme. Il s'agirait de réunir dans un seul organisme la plupart des instruments d'intervention économique de l'État, des régions et des collectivités territoriales, en particulier les innombrables programmes d'aides publiques aux entreprises ou de participation en fonds propres, dont on a pu mesurer, année après année, combien ils sont inefficaces pour développer l'emploi et les territoires.

On est donc très loin du pôle financier public et des fonds régionaux pour l'emploi et la formation dont le PCF et le Front de gauche proposent la création. À la différence du PS, nous ne proposons pas la constitution d'un organisme étatique unique, mais la mise en réseau de multiples établissements publics, mutualistes ou actuellement privés qu'il faudrait nationaliser, dans une optique radicalement décentralisée, pour donner le maximum de pouvoirs aux salariés et aux usagers de ces organismes, et pour que l'action du pôle public pèse sur le comportement du système financier dans son ensemble. Or le programme du PS fait une impasse totale sur un impératif pourtant crucial : la lutte pour réorienter les critères du crédit bancaire.

Pour le PS, il y aurait d'un côté la « Banque nationale d'investissement », bras séculier de l'État pour accorder des aides aux entreprises et prendre des participations en fonds propres à la façon d'un « fonds souverain » et, de l'autre, les banques (privées ou mutualistes) qui pourraient continuer à favoriser l'expansion des marchés financiers plutôt que l'emploi, la formation et le potentiel de développement des territoires !

LA BCE

C'est là une orientation très significative du programme socialiste. Celui-ci parle bien d'« une redéfinition du rôle et des objectifs de la BCE » ; mais, s'il s'agissait vraiment de s'appuyer sur le pouvoir de la Banque centrale européenne pour orienter les crédits vers les investissements répondant aux exigences du mouvement social, alors il faudrait que la BCE et les banques centrales nationales qui, avec elle, constituent le Système européen de banques centrales, aient les moyens de connaître les entreprises et leurs conditions de financement.

Or le programme du PS prévoit tout le contraire. Il indique que « les dispositifs d'accompagnement des entreprises » de la Banque de France seraient rattachés à la « Banque nationale d'investissement » : ils seraient donc déconnectés des banques centrales ! Le PS ne saurait mieux faire sentir que pour lui la construction européenne actuelle, au service des marchés financiers, est plus que jamais tabou.

QUELLE ALTERNATIVE ?

Une véritable alternative de gauche nécessite beaucoup plus que de vieilles recettes étatiques. Face à la dictature des marchés financiers, de nouveaux pouvoirs pour les citoyens, « du local au mondial », seront indispensables pour mobiliser les moyens financiers au service d'objectifs porteurs d'une nouvelle perspective de civilisation.